GOUVERNEMENT DU CAMEROUN

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Au service des peuples et des nations

Programme d'**Inc**lusion **E**conomique et **S**ociale (**PRINCES**)

Termes de Référence

Recrutement d'un(e) consultant(e) pour le plaidoyer auprès des chefs d'entreprises sur l'importance de l'intégration de la lutte contre la pauvreté dans la chaine des valeurs et sur la RSE

Avril 2014

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Après une longue période de récession économique marquée notamment par la mise en œuvre des différents programmes d'ajustement structurels, le Cameroun à la faveur d'un redressement progressif de la situation avec un retour à la croissance, s'est donné les moyens d'entrevoir son développement économique à l'horizon 2035.

A ce titre, le Gouvernement a élaboré deux documents de référence pour son développement. Il s'agit de (i) la Vision de développement qui ambitionne de faire du Cameroun à l'horizon 2035, un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ; (ii) et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui représente la première phase de mise en œuvre de ladite Vision.

La Stratégie pour la Croissance et l'Emploi a entre autres pour objectifs de :

- Porter la croissance économique à 5,5% en moyenne annuelle entre 2010 et 2020 ;
- Ramener le sous-emploi de 75% à moins de 50% en 2020 ;
- Ramener le taux de pauvreté monétaire de 39,9% (2007) à 28,7% en 2020.

Il est important de noter que l'évaluation de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), essentiellement axée sur les secteurs sociaux, a abouti à des résultats mitigés. A titre d'exemple, le taux de pauvreté a pratiquement stagné passant au cours de la période de 40,2% à 39,9% pour ne citer que ce cas qui n'enlève en rien les avancées qu'elle a apporté notamment en terme de mise en place d'infrastructures de base nécessaires au développement humain, dont les impacts ne pourront être appréciés de manière significative qu'à long terme.

Fort de ce type de résultat, le Gouvernement camerounais, contrairement à l'ancienne logique du DSRP, a adopté depuis l'année 2010, date de début de la mise en œuvre du DSCE, une nouvelle approche. Il s'agit de créer une croissance forte, génératrice de nombreux emplois dont la dynamique contribuera à réduire significativement la pauvreté à terme. Cette approche a l'avantage de prendre en compte les concepts tels que la **croissance inclusive, la croissance pro-pauvres, la croissance intégrant la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).**

Dans la dynamique de la croissance inclusive, **une chaine de valeur** peut se définir comme un mécanisme qui permet aux producteurs, transformateurs et aux négociants, à des moments et des endroits différents, de valoriser progressivement les produits et services qu'ils offrent, lorsqu'ils passent d'un maillon de la chaine à un autre, jusqu'à l'atteinte du consommateur final (national ou mondial). Les principaux acteurs de la chaine de valeur, sont les entreprises du secteur privé car étant à la base de la création des richesses d'un pays.

De même, la **RSE** fait allusion à la responsabilité d'une organisation vis à vis de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement se traduisant par un comportement transparent et éthique qui :

- Contribue au développement durable y compris à la santé et au bien-être de la société,
- Prend en compte les attentes des parties prenantes,

- Respecte les lois en vigueur et qui est en accord avec les normes internationales de comportement, et
- Est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations au sein de la sphère d'influence.

L'idée d'intégrer les indigents dans l'économie de marché, qui est d'actualité, n'est cependant pas nouvelle. Au lendemain de la crise de 29, le président américain Franklin D. Roosevelt appelle à 'la construction de plans qui reposent sur les oubliés, les non-syndiqués' dans son fameux discours The Forgotten Man (1932). Avec conviction, le père fondateur du New Deal encourage les entreprises américaines à 'se construire à partir de la base et non du sommet 'et de mettre 'leur confiance une fois de plus dans **l'homme oublié**, tout en bas de la pyramide économique'.

S'agissant de **l'engouement actuel pour l'économie inclusive et participative**, il faut croire que l'allocution de Franklin D. Roosevelt n'avait à l'époque, rencontré qu'un faible écho au sein de la communauté internationale. Ce n'est véritablement que depuis une dizaine d'années que les leaders de ce monde affichent un intérêt croissant pour les populations vivant avec moins de deux dollars par jour. Du Forum économique de Davos au Sommet mondial contre la pauvreté, il ne se passe plus un mois, sans qu'une déclaration ou une rencontre internationale ne vienne rappeler que la lutte contre la pauvreté compte parmi les grands enjeux de ce siècle.

En outre, si l'on se réfère à la pile d'ouvrages publiés chaque année sur le sujet ; notamment celui du professeur Stuart L. Hart qui invite les entreprises dans Le capitalisme à la croisée des chemins (2005), à adopter un nouveau modèle économique inclusif et participatif. Dans son protocole BoP (Base of Pyramide), Stuart Hart élabore un schéma du développement durable où les sous-groupes de la pyramide économique sont interdépendants; chacun ayant une influence sur l'ensemble de la sphère socio-économique.

Cet engouement de l'économie inclusive et participative aujourd'hui, n'épargne pas le Cameroun dont le taux de pauvreté de ses populations reste assez élevé et comment s'y prendre pour le réduire significativement. En effet, les résultats de l'analyse de la situation socio-économique ont révélé que l'on pouvait capter cette opportunité de l'économie inclusive et participative pour résorber significativement la pauvreté au Cameroun, puisqu'elle s'inscrit en droite ligne des priorités du DSCE.

C'est ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Inclusion Economiques et Sociale (PRINCES) du Cadre de coopération Cameroun – PNUD sur la période 2013-2017, la nécessité s'est imposée de commencer à implémenter cette nouvelle approche à travers la réalisation d'un plaidoyer y relatif auprès des chefs d'entreprises privées, comme contribution non seulement à la mise en œuvre du DSCE, mais surtout de réduction de la pauvreté tout en stimulant un croissance forte.

II. OBJECTIFS

Objectif général

Le plaidoyer auprès des chefs d'entreprises sur l'importance de l'intégration des pauvres dans la chaine des valeurs et sur la RSE, a pour objectif non seulement de favoriser l'adhésion de ces principaux acteurs de création des richesses, mais aussi de les sensibiliser sur les divers avantages qu'intègrent ces approches pour eux et le Cameroun actuellement.

Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agira pour le consultant de :

- Produire des outils de plaidoyer ;
- Identifier 02 opportunités de rencontre (Douala et Yaoundé) des chefs d'Entreprises au cours de l'année 2014 et pouvant servir de plateforme de plaidoyer ;
- Susciter l'adhésion et l'implication des diverses catégories d'acteurs du secteur privé pour la mise en œuvre dans le cadre de la gestion de leurs entreprises, des approches relatives à l'intégration intensive de la lutte contre la pauvreté dans leur chaine de valeurs et la RSE;

III. RESULTATS ATTENDUS

A la fin de l'activité,

- les participants aux sessions de plaidoyer, ont des connaissances accrues des approches relatives à l'intégration intensive de la lutte contre la pauvreté dans leur chaine de valeurs et la RSE, pouvant favoriser leur adhésion;
- les bases d'un partenariat public – privé sur l'intégration intensive de la lutte contre la pauvreté dans la chaine de valeurs et la RSE dans la gestion des entreprises au Cameroun, sont jetées;
- l'importance de l'intégration de la lutte contre la pauvreté dans la chaine de valeurs et sur la RSE, par les chefs d'entreprises, comme priorité nationale de développement, de stimulation d'une croissance forte, de prévention de la pauvreté, pouvant favoriser l'atteinte des objectifs du DSCE, est comprise.

IV. LIVRABLES

- Outils de plaidoyer (02 Présentations l'une en format Word et l'autre en format Powerpoint) ;
- Plateformes de plaidoyer des chefs d'Entreprises au cours de l'année 2014;
- 70% des chefs d'entreprises du secteur privé prenant en compte à l'intégration de la lutte contre la pauvreté dans leurs plans d'affaires (listes de présence, Rapports des sessions de plaidoyer et plan de suivi/évaluation).

V. METHODOLOGIE

La méthodologie reposera essentiellement sur le recrutement d'un consultant qui se chargera de produire les outils de plaidoyer à partir des études ainsi que les expériences existantes et de conduire lesdites sessions à Yaoundé et Douala.

A titre indicatif pour le consultant qui pourra l'enrichir, lesdites sessions de plaidoyer auprès des chefs d'entreprises se feront essentiellement à travers l'insertion des brefs séminaires-ateliers. Ces plateformes d'échanges auront l'avantage de regrouper en peu de temps (une demi-journée) une partie importante des chefs d'entreprises au Cameroun ou leurs représentants.

La réalisation de cette importante activité, après le recrutement du Consultant, pourrait s'articuler pour chaque session autour des trois phases suivantes :

- Phase I : Préparation du plaidoyer ;
- Phase II : Réalisation proprement dit du plaidoyer ;
- Phase III : Suivi du plaidoyer.

Phase I : Préparation du plaidoyer

La première phase qui consistera notamment à :

- contacter les principales organisations patronales existantes, afin de sélectionner les potentiels participants à la session de plaidoyer ; identifier la salle et organiser l'atelier ; inviter les participants quand une date est arrêtée ;
- préparer et concevoir les outils de plaidoyer. Il s'agira de faire une recherche documentaire sur les différents résultats déjà obtenus en liaison avec la politique économique du Cameroun adossée sur le DSCE, afin d'élaborer deux documents de présentation, à savoir l'un en format Word exhaustif dont une synthèse sera conçue sous format Powerpoint pour les besoins de présentations et susciter les échanges y relatifs le jour du plaidoyer. De manière concrète, le Consultant proposera un premier draft de ces documents, qui feront l'objet d'examen au cours des séances de travail avec les principales parties concernées (PNUD, MINEPAT, MINPMEESA, GICAM et toute autre organisation patronale), jusqu'à la validation de la mouture finale.

Phase II : Réalisation proprement dit du plaidoyer

Cette phase sera réalisée à deux reprises **à Yaoundé et Douala**. A ce titre, cette phase concernant le plaidoyer/la sensibilisation sur l'importance de l'intégration de la lutte contre la pauvreté dans la chaine de valeurs et la RSE comprendra outre le déplacement d'une petite équipe d'environ 04 personnes de Yaoundé pour Douala, y compris le Consultant:

- La présentation sous format Powerpoint par le consultant;
- Des échanges avec les chefs d'entreprises sur certaines zones d'ombres ;
- Recueils des besoins et préalables nécessaires à l'implémentation immédiate de cette approche novatrice.

Il convient de noter que la distribution des documents et la communication à travers les médias (Radios, télévisions, presses écrites), qui devront diffuser et relayer après, cette importante activité au cours de cette phase sera un atout d'atteinte du résultat escompté.

<u>Phase III</u> : Suivi du plaidoyer

En toile de fond, il s'agira après la réalisation de ces deux sessions de plaidoyer, de rédiger les différents rapports accompagnés des feuilles de présence comportant les contacts spécifiques des chefs d'entreprises ayant participés aux événements. Ces éléments permettront de concevoir un plan de suivi/évaluation y relatif qui sera le document de base devant structurer le suivi ultérieur dudit plaidoyer, pouvant mener à la signature de conventions nécessaires à la pérennisation de l'activité de plaidoyer et de formation des chefs d'entreprises sur cette thématique d'actualité.

VI. CHRONOGRAMME DE L'ACTIVITE

L'activité s'étalera à titre indicatif sur trois mois avec l'enchainement suivant :

Activités	Responsable	Périodes
Recrutement du Consultant	PRINCES	2 semaines
Recherche documentaire et conception des outils	Consultant	1 mois
Organisation de plusieurs réunions d'examen des différents drafts successifs de Présentations (y compris la prise en compte des amendements)	Consultant et DAPE/PNUD/MINPMEESA/GICAM	
Organisation de la logistique nécessaire à la réalisation desdits ateliers à Yaoundé et Douala	DAPE/PNUD/MINPMEESA/GICAM	
Participations d'une équipe de 05 dont le Consultant aux 02 sessions de plaidoyer à Douala	DAPE/PNUD/MINPMEESA/GICAM	02 jours (avec délais de route) X 2
Rédactions des rapports ainsi qu'un plan de suivi/évaluation du plaidoyer	DAPE/ MINPMEESA/GICAM	3 semaines

Le consultant qui sera recruté proposera un chronogramme plus affiné, en cohérence avec sa mission.

VII. FINANCEMENT DE L'ACTIVITE

La réalisation du plaidoyer auprès des chefs d'entreprises sur l'importance de l'intégration de la lutte contre la pauvreté dans la chaine de valeurs et sur la RSE sera exécutée dans le cadre des activités du Programme « PRINCES » de la Coopération Cameroun – PNUD pour la période 2013 – 2017. Par conséquent, la réalisation de cette activité bénéficiera de l'appui technique et financier du PNUD ainsi que des ressources de la contrepartie gouvernementale.

VIII. VALIDATION DES LIVRABLES

*J=date de signature du contrat (jours calendaires)

Tableau de suivi des livrables et des échéances

Etapes	Livrables	Critères de qualité	Date de livraison	Moyen de vérification	Date de vérification	Observations
1. Produire des outils de plaidoyer	Outils de plaidoyer (02 Présentations l'une en format Word et l'autre en format PowerPoint)	**Critères par rapport à la démarche** La production desdits documents s'appuiera essentiellement sur la recherche documentaire en s'inspirant des cas similaires réussis dans certains pays de référence **Critères par rapport à la forme** Ce travail se présentera sous les trois formes suivantes : papier, fichier Word et fichier PowerPoint **Critères par rapport au contenu** Ce travail devra avoir les informations suivantes : - les définitions des concepts, pauvres, chaine de valeur, RSE et économie inclusive ; -historique de l'intégration des pauvres dans la chaine de valeurs et la RSE ; -la présentation du processus d'intégration dans pauvre dans la chaine de valeurs et de la RSE (les résultats obtenus) ; -Rappel des priorités nationales en la matière ; - présentation de quelques best practices de certains pays de référence ; -les principaux acteurs concernés ainsi que les rôles de chacun ; -recommandations en vue de l'implémentation et la systématisation de cette approche novatrice au Cameroun	J+15	Examen du document au cours des séances de travail avec l'équipe PNUD, MINPMEESA, GICAM et MINEPAT	Avant la tenue de la première séance de plaidoyer à Douala/Yaoundé J+22	

Etapes	Livrables	Critères de qualité	Date de livraison	Moyen de vérification	Date de vérification	Observations
2. Identifier 02 opportunités de rencontre (Douala et Yaoundé) des chefs d'Entreprises au cours de l'année 2014 et pouvant servir de plateforme de plaidoyer ;	Plateformes de plaidoyer des chefs d'Entreprises au cours de l'année 2014	**Critères par rapport à la démarche**. Pour identifier les opportunités de rencontre, il faut contacter les principales organisations patronales existantes, afin de sélectionner les potentiels participants à chaque session de plaidoyer ; identifier la salle et contribuer à l'organisation de l'atelier ; inviter les participants à une date arrêtée ; confectionner de manière concertée l'agenda des sessions **Critères par rapport à la forme** La plateforme se présentera sous la forme d'un compte rendu attestant de la tenue effective de l'activité **Critères par rapport au contenu.** **la** plateforme de plaidoyer des chefs d'Entreprises au cours de l'année 2014 doit se présenter sous la forme d'un compte rendu comprenant notamment : - la liste des participants à la session de Yaoundé et celle de Douala ; - les lieux et la date de rencontre des deux sessions ; - l'ordre du jour sous forme d'un agenda des deux sessions etc.	J+15	Plateformes Lettre d'invitation	J+22	
3. Susciter l'adhésion et l'implication des diverses catégories d'acteurs du secteur privé pour la mise en œuvre dans le cadre de la gestion de leurs	70% des chefs d'entreprises du secteur privé prenant en compte à l'intégration de la lutte contre la pauvreté dans leurs plans d'affaires (listes de présence) ;	**Critères par rapport à la démarche**. Après la présentation, au cours des échanges susciter les contributions et les propositions concrètes en vue de l'implémentation rapide de cette nouvelle approche **Critères par rapport à la forme** Le tableau des recommandations qui est une	J+25	Rapports des sessions de plaidoyer Liste de présence Plan de suivi/évaluation	J+28	L'examen des rapports se fera au cours des séances de travail avec l'équipe PNUD, MINPMEESA, GICAM et MINEPA

Etapes	Livrables	Critères de qualité	Date de livraison	Moyen de vérification	Date de vérification	Observations
entreprises, des approches relatives à l'intégration intensive de la lutte contre la pauvreté dans leur chaine de valeurs et la RSE;		base d'élaboration du plan de suivi/évaluation dudit plaidoyer **Critères par rapport au contenu** Chaque recommandation devra inclure, outre son intitulé, l'objectif/résultat poursuivi, l'indicateur de suivi, l'échéance et le responsable (administration/secteur privé ciblé)				

IX. RESPONSABILITES ET TACHES DU CONSULTANT

Le consultant travaillera sous la supervision du Directeur National du Projet (DNP)/Directeur Général de la Planification et de l'Aménagement du Territoire assisté du Conseiller Technique Principal du Programme et du Chef de la Cellule et aura pour tâches d'accompagner le processus du plaidoyer auprès des chefs d'entreprises sur l'importance de l'intégration des pauvres dans la chaine des valeurs et sur la RSE. Il a pour objectif non seulement de favoriser l'adhésion de ces principaux acteurs de création des richesses, mais aussi de les sensibiliser sur les divers avantages qu'intègrent ces approches pour eux et le Cameroun actuellement.

De manière spécifique, il s'agira pour le consultant de :

- Produire des outils de plaidoyer ;
- Identifier 02 opportunités de rencontre (Douala et Yaoundé) des chefs d'Entreprises au cours de l'année 2014 et pouvant servir de plateforme de plaidoyer ;
- Susciter l'adhésion et l'implication des diverses catégories d'acteurs du secteur privé pour la mise en œuvre dans le cadre de la gestion de leurs entreprises, des approches relatives à l'intégration intensive de la lutte contre la pauvreté dans leur chaine de valeurs et la RSE;

X. CALENDRIER et LIEU DE TRAVAIL.

Il est attendu du consultant(e) un chronogramme d'activités étalé sur une période de 30 jours ouvrables.

Le lieu de travail est Yaoundé/Douala

XI. PROFIL DU CONSULTANT A RECRUTER

Peut faire acte de candidature pour l'exécution de cette activité, toute personne morale ou physique remplissant les conditions suivantes :

- avoir un diplôme universitaire en montage et suivi/évaluation des projets ou en une discipline étroitement liée, minimum BAC+5 ;
- avoir au moins dix ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine de l'élaboration des business plans;
- avoir une bonne connaissance en Planification et Gestion Axée sur les Résultats ;
- avoir une bonne connaissance de la problématique de la pauvreté au Cameroun dans ses multiples dimensions ;
- avoir une bonne connaissance du processus de Gestion des entreprises privées
- avoir une bonne connaissance des pratiques usuelles de la communication de masse et plaidoyer.

Les éventuels candidats devront par ailleurs justifier d'une bonne connaissance de la situation économique et sociale du Cameroun, des priorités du DSCE et du fonctionnement réel des structures privées, créatrices de richesses

La participation ou la conduite des travaux similaires à cette activité et relatifs notamment à la formation sur le montage de différents types de business plans constituera un avantage.

Les experts intéressés devront soumettre au Bureau du PNUD de Yaoundé, un dossier comprenant un curriculum vitae, une offre technique comportant notamment une compréhension du mandat, la méthodologie détaillée proposée, le chronogramme détaillé de la réalisation de la mission et une liste de références bibliographiques des travaux en la matière déjà réalisés, et une offre financière

XII- DUREE DE LA CONSULTATION

La durée totale de la consultation ne pourra excéder trente (30) jours ouvrables à compter de la date de recrutement mentionnée dans le contrat. La mission du (de la) consultant(e) pourrait démarrer en début Mai 2014. Au bout de 25 jours à compter de la signature du contrat, le/la consultant(e) devra déposer la mouture du rapport pour analyse et commentaires par le comité de suivi (DGPAT/DADM/CPP/MINEPAT et PNUD). En outre, il/elle participera à la réunion de relecture et de validation dudit rapport et le finalisera sur la base des observations et amendements retenus au cours de ces travaux dans un délai de 05 jours.

XIII PRESENTATION DE L'OFFRE

L'offre du (de la) consultant(e) comprendra une proposition technique et une proposition financière dans 02 enveloppes distinctes.

La proposition technique du consultant doit fournir les informations suivantes, ainsi que tous renseignements additionnels :

a) Proposition technique

i. Compréhension des TdR;
ii. Proposition de la méthodologie de travail ;
iii. Le Curriculum vitae actualisé et signé en 2014;
iv. Photocopies certifiées des diplômes ;
v. 03 références au moins faisant ressortir que le (la) consultant(e) a déjà rendu des services similaires.

b) Offre financière

Il est demandé au (à la) consultant(e) de préparer le tableau de coûts sous forme d'une enveloppe distincte de la réponse à l'invitation à soumission; Tous les coûts et tarifs doivent être exempts de toute taxe, le PNUD étant exonéré d'impôts.

Le formulaire ci-après doit être utilisé pour préparer le tableau des coûts. Le formulaire comporte des lignes de dépenses spécifiques qui peuvent ne pas être requises ou applicables, mais qui sont en tout état de cause données comme exemples.

Tableau des coûts: Invitation à soumissionner				
Description de l'activité / article		**Unité**	**Coût mensuel**	**Montant estimé**
1	Honoraire du consultant	H/jour		
2	Autres			
3	Communications	Forfait		

XIV EVALUATION

L'évaluation des propositions se déroule en deux temps. L'évaluation de la proposition technique est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera ouverte que pour les soumissions qui auront reçu la note technique de 70% sur un score total maximum de 100 points pour ce qui est de l'évaluation des propositions techniques.

La proposition technique est évaluée sur la base de son degré de réponse à la mission (TdR).

Lors de la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% lors de l'évaluation technique seront comparées. **Le contrat sera adjugé au consultant proposant l'offre la mieux disante (l'offre ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30.)**

Critère d'évaluation technique	**Point**
i) Qualifications et expériences du consultant (Diplôme, expérience générale).	30
ii) Compréhension des termes de référence, méthodologie et Chronogramme proposés	40
iii) Expérience dans le domaine (au moins trois références)	30
TOTAL:	**100**

XV RENSEIGNEMENTS A PORTER SUR L'ENVELOPPE EXTERIEURE

«Recrutement d'un(e) consultant(e) pour le plaidoyer auprès des chefs d'entreprises sur l'importance de l'intégration de la lutte contre la pauvreté dans la chaine des valeurs et sur la RSE».

A N'ouvrir qu'en séance d'ouverture des propositions

Les plis seront adressés à :

Madame Le Représentant Résident PNUD, Nouvelle Route Bastos,
BP 836 – Yaoundé, Cameroun Tel.: (237) 22 20 08 00 / 22 20 08 01
Site Web: www.cm.undp.org